

IAA  
9, rue du sabot  
22440 Ploufragan

Ploufragan, le 09/09/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27/08/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SAS FIDELE**

9 ROUTE DE KERBOST  
BP 50106 GRACES  
22200 Grâces

Code AIOT : 0005503334

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/08/2025 dans l'établissement SAS FIDELE implanté 9 ROUTE DE KERBOST BP 50106 GRACES 22200 Grâces. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SAS FIDELE
- 9 ROUTE DE KERBOST BP 50106 GRACES 22200 Grâces
- Code AIOT : 0005503334
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'entreprise Fidèle est spécialisée dans la fabrication d'aliments humides en conserve appertisés pour chiens et chats. Fidèle est une filiale du groupe GRAËT.

Au titre des ICPE, les activités du site, le fonctionnement des installations, des équipements de

production et leurs annexes, sont régis par l'arrêté préfectoral d'autorisation initial du 3 mars 1997 modifié par les APC du 14/09/2006, 04/02/2021 et 27/09/2023. Les process de production nécessitent l'utilisation d'appareils à pression (générateurs de vapeur, réservoirs d'air comprimé,...).

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Accessoires de sécurité	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Liste des appareils à pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6	Demande d'action corrective	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Equipements pouvant être mis en service et utilisés	Code de l'environnement du 16/07/2013, article L.557-4	Sans objet
2	Equipements soumis au suivi en service	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 1	Sans objet
4	Conditions d'utilisation, respect de la notice	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 4	Sans objet
5	Dossiers des équipements	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6	Sans objet
7	Fréquence des inspections périodiques sans PI	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15	Sans objet
8	Fréquence d'une requalification périodique sans PI	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18	Sans objet
9	Réalisation d'une requalification périodique sans PI	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 23 et 24	Sans objet
10	Attestation de conformité d'intervention	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 30	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Les constats réalisés démontrent un suivi satisfaisant des appareils à pression de la part de l'exploitant.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Équipements pouvant être mis en service et utilisés

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 16/07/2013, article L.557-4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Marquage
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article L.557-4  Les produits ou les équipements mentionnés à l'article L. 557-1 ne peuvent être mis à disposition sur le marché, stockés en vue de leur mise à disposition sur le marché, installés, mis en service, utilisés, importés ou transférés que s'ils sont conformes à des exigences essentielles de sécurité relatives à leurs performance, conception, composition, fabrication et fonctionnement et à des exigences d'étiquetage.  Cette conformité à ces exigences est attestée par un marquage, apposé avant la mise sur le marché du produit ou de l'équipement, ainsi que par l'établissement d'attestations.  Pour des raisons techniques ou de conditions d'utilisation, certains produits ou équipements peuvent faire l'objet d'une dispense de marquage.
<b>Constats :</b>  L'inspection s'est assurée de la cohérence entre les numéros de série figurant sur les plaques constructeur avec les documents présentés par l'exploitant (déclaration de conformité et/ou compte-rendu de contrôle réglementaire) pour les équipements suivants : - générateur de vapeur Stein n°4350 - réservoir d'air SCO Pont-Saint-Martin n°5768 (déclaration de conformité et/ou compte-rendu de contrôle réglementaire).  L'inspection n'a pas relevé d'anomalie sur ce point.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Équipements soumis au suivi en service

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Champ d'application
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article 1 I. - Les dispositions du présent arrêté s'appliquent au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples définis au I de l'article R. 557-14-1 du code de l'environnement. Ils sont appelés " équipements " dans le cadre du présent arrêté.  II. - Sont également soumis aux dispositions du présent arrêté, selon les modalités précisées dans les différents articles, les accessoires sous pression et les accessoires de sécurité définis aux 1° et 2° du III de l'article R. 557-14-1 du code de l'environnement.

III. - Les équipements sous pression et les ensembles définis à l'article R. 557-9-2 qui n'ont pas fait l'objet d'une évaluation de conformité et qui sont utilisés dans l'intérêt de l'expérimentation du code de l'environnement sont soumis aux dispositions de l'article 31.

IV - Les équipements destinés au fonctionnement des véhicules mentionnés aux articles R. 321-6 à R. 321-19 du code de la route, construits selon le décret du 18 janvier 1943 et ses textes d'application, sont soumis aux dispositions particulières de l'annexe 1.

V. - Le présent arrêté n'est pas applicable aux équipements standards cités au a de l'article R. 557-9-2 du code de l'environnement.

**Constats :**

L'exploitant a présenté la liste des appareils à pression.

S'agissant de la tuyauterie de gaz dont la présence a été constatée, l'exploitant a confirmé que la pression maximale de service est inférieure à 0,5 bar. Le poste de détente se situe à l'extérieur de l'établissement.

L'inspection rappelle qu'elle procède à un examen par sondage. La responsabilité de l'exhaustivité du recensement des appareils à pression relève de l'exploitant. Il peut, le cas échéant, avoir recours à une personne compétente afin de s'en assurer.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Accessoires de sécurité**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3

**Thème(s) :** Risques accidentels, Conditions générales d'installation

**Prescription contrôlée :**

**Article 3**

I. - Lorsque dans des conditions raisonnablement prévisibles, les limites admissibles de pression prévues, à la fabrication, pour un ou plusieurs des équipements assemblés entre eux risquent d'être dépassées, ces derniers sont équipés d'un accessoire de sécurité qui est obligatoirement réglé au maximum à la pression maximale admissible (PS) complété si nécessaire par un dispositif de contrôle.

A l'occasion du fonctionnement des accessoires de sécurité, un dépassement de courte durée de la pression maximale admissible, lorsque cela est approprié, est admis. La surpression momentanée est limitée à 10 % de la pression maximale admissible. [...]

V. - Les accessoires de sécurité sont dimensionnés en fonction des conditions de service et des processus industriels mis en œuvre dans les équipements qu'ils protègent.

La technologie retenue pour ces accessoires ainsi que leur position sur les installations sont compatibles avec les produits contenus dans les équipements qu'ils protègent. Ils ne doivent pas en particulier pouvoir être endommagés par des produits toxiques, corrosifs ou inflammables.

Les mesures nécessaires sont prises pour que l'échappement du fluide éventuellement occasionné par leur fonctionnement ne présente pas de danger.

Les conditions de leur installation ne font pas obstacle à leur fonctionnement, à leur surveillance ou à leur maintenance.

<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a vérifié les accessoires de sécurité suivants :  Générateur de vapeur Stein n° 4350 (mise en service 2005) : soupape n° 210052758-019.  L'exploitant a transmis à l'inspection le certificat de réception délivré à la société Viessman par la société ARI pour cet accessoire de sécurité. <b>Ce document ne correspond pas à une déclaration de conformité CE.</b>  Réservoir d'air comprimé SCO Pont-Saint-Martin n°5768 (mise en service 1976): soupape n°597322.  L'exploitant a présenté la déclaration de conformité correspondante.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmettra à l'inspection la déclaration de conformité de la soupape de sécurité équipant le générateur de vapeur n° 4350.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

**N° 4 : Conditions d'utilisation, respect de la notice**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Conditions générales d'exploitation</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article 4</p> <p>I. - L'exploitant définit les conditions d'utilisation de l'équipement en tenant compte des conditions pour lesquelles il a été conçu et fabriqué.</p> <p>Sauf en cas d'application des dispositions de l'annexe 1 du présent arrêté, les conditions d'installation, de mise en service, d'utilisation et de maintenance définies par le fabricant, en particulier celles figurant sur l'équipement ou sa notice d'instructions, sont respectées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté la notice d'instruction du générateur de vapeur n°4350. Son examen par sondage n'appelle pas d'observation de la part de l'inspection.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 5 : Dossiers des équipements**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Conditions générales d'exploitation</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article 6</p> <p>I. - L'exploitant établit pour tout équipement fixe entrant dans le champ d'application de l'article L. 557-30 du code de l'environnement un dossier d'exploitation qui comporte les informations nécessaires à la sécurité de son exploitation, à son entretien, à son contrôle et aux éventuelles</p>

<p>interventions. Il le met à jour et le conserve pendant toute la durée de vie de ce dernier. Ce dossier peut se présenter sous forme de documents sur papier ou numériques.</p> <p>Ce dossier comprend les informations suivantes relatives à la fabrication :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- si l'équipement est construit suivant les directives européennes applicables, le cas échéant, la notice d'instructions, les documents techniques, plans et schémas nécessaires à une bonne compréhension de ces instructions ;</li> <li>- si l'équipement a été construit selon des réglementations françaises antérieures au marquage CE ou pour les équipements néo-soumis, l'état descriptif initial ou reconstitué dans des conditions précisées par une décision du ministre chargé de la sécurité industrielle ;</li> <li>- l'identification des accessoires de sécurité et leurs paramètres de réglage. [...]</li> </ul> <p>II. - Ce dossier d'exploitation est transmis au nouvel exploitant lors d'un changement de site ou de propriétaire.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a procédé à un examen par sondage des dossiers des équipements suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- générateur de vapeur Stein n°4350</li> <li>- réservoir d'air SCO Pont-Saint-Martin n°5768</li> </ul> <p>Pour le générateur de vapeur, il a été constaté la présence des éléments suivants: déclaration de conformité, notice d'instruction, registre d'exploitation, deux derniers rapports d'inspection périodiques, dernier rapport de requalification périodique, dossier d'intervention non notable (remplacement d'un tube de fumée affaire n°58.469), plan de contrôle selon le guide aquap 2005-01, récépissé de déclaration de mise en service en date du 06/12/2005.</p> <p>Pour le réservoir d'air, les éléments suivants sont présents : attestation exploitant de 2016 portant sur l'impossibilité d'obtenir l'état descriptif, registre d'exploitation, deux derniers rapports d'inspection périodique, dernier rapport de requalification périodique, déclaration de conformité de la soupape de sécurité</p> <p>L'inspection n'a pas d'observation particulière.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 6 : Liste des appareils à pression**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Conditions générales d'exploitation</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article 6</p> <p>III. - L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.</p> <p>L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.</p>

<b>Constats :</b>  la liste des ESP présentée en séance comportent les inexactitudes suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>• mention d'un régime de surveillance avec plan d'inspection pour les générateurs de vapeurs n°4349 et 4350, alors qu'il ne s'agit que d'un plan de contrôle</li> <li>• type d'équipement indiqué pour les deux économiseurs : tuyauterie, alors qu'il s'agit de récipients.</li> </ul>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit rectifier la liste des équipements sous pression
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 7 : Fréquence des inspections périodiques sans PI**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Suivi sans plan d'inspection
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article 15 I. - L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles. La période maximale est fixée au maximum à : -1 an pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques, sauf ceux ayant fait l'objet d'un essai de vieillissement selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle figurant en annexe 1, auquel cas l'intervalle entre deux inspections périodiques est porté au plus à 4 ans ; -2 ans pour les générateurs de vapeur, les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide ; Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans. Toutefois, la première inspection périodique suivant la mise en service ou une modification notable d'un équipement est fixée au maximum à 3 ans, excepté pour les équipements qui ont fait l'objet d'un contrôle de mise en service conforme à l'article 11, que ce contrôle soit ou non obligatoire. Le délai maximal de 3 ans est porté à 40 mois pour les équipements dont la mise en service a été réalisée avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, Si l'état d'un équipement le justifie, l'exploitant réduit les périodes maximales mentionnées ci-dessus.  II. - Les récipients mobiles sont en outre vérifiés extérieurement avant chaque remplissage.  III. - Les tuyauteries font l'objet d'inspections dont la nature et la période maximale sont précisées dans un programme de contrôle établi par l'exploitant dans l'année qui suit leur mise en service.



[...]
<b>Constats :</b>  L'examen de la liste des équipements sous pression et des dossiers d'exploitation du générateur de vapeur n°4350 et du réservoir d'air comprimé n°5768 démontre le respect des fréquences d'inspection périodique.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Fréquence d'une requalification périodique sans PI**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Suivi sans plan d'inspection
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article 18 I. - L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la date de mise en service ou de la dernière requalification périodique : - deux ans pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ; - trois ans pour les récipients ou tuyauteries contenant les fluides suivants lorsque ceux-ci ne peuvent être exempts d'impuretés corrosives : fluor, fluorure de bore, fluorure d'hydrogène, trichlorure de bore, chlorure d'hydrogène, bromure d'hydrogène, dioxyde d'azote, chlorure de carbonyle (ou phosgène), sulfure d'hydrogène ; - six ans pour les récipients ou tuyauteries contenant un fluide toxique (toxicité aiguë par voie orale : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par voie cutanée : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par inhalation : catégories 1, 2 et 3, ou toxicité spécifique pour certains organes cibles - exposition unique : catégorie 1), ou un fluide corrosif vis-à-vis des parois de l'équipement sous pression ; - six ans pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ayant fait l'objet d'essais de contrôle du vieillissement lors de leur fabrication selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle en annexe 1 ; - six ans pour les bouteilles de plongée dont l'inspection périodique a été effectuée au moins annuellement ou avant leur utilisation quand la visite a été réalisée depuis plus d'un an, dans les conditions définies par la dernière version du cahier des charges relatif à l'inspection périodique des bouteilles métalliques utilisées pour la plongée subaquatique visé en annexe 1 du présent arrêté ministériel ; - dix ans pour les autres récipients ou tuyauteries ainsi que pour les générateurs de vapeur. Pour les extincteurs soumis à une pression maximale admissible de plus de 30 bar, la requalification périodique est réalisée à l'occasion du premier rechargement effectué plus de six ans après la requalification précédente, sans que le délai entre deux requalifications périodiques ne puisse excéder dix ans. Les autres extincteurs ne sont pas soumis à requalification périodique.  II. - La requalification périodique d'un équipement sous pression fixe est renouvelée lorsque celui-ci fait l'objet à la fois d'une installation dans un autre établissement et d'un changement d'exploitant.
<b>Constats :</b>

L'examen de la liste des équipements sous pression et des dossiers d'exploitation du générateur de vapeur n°4350 et du réservoir d'air comprimé n°5768 démontre le respect des fréquences de requalification périodique.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 : Réalisation d'une requalification périodique sans PI**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 23 et 24
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Suivi sans plan d'inspection
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article 24 En cas de succès de la requalification périodique d'un équipement, autre qu'une tuyauterie, l'organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34 du présent arrêté appose, au voisinage des marques réglementaires préexistantes, la date de la dernière opération de requalification périodique suivie de la marque dite à " tête de cheval ". Le marquage est effectué directement sur le corps de l'équipement ou, si cette apposition est susceptible d'altérer le niveau de sécurité de l'équipement, par tout autre moyen inaltérable jusqu'à la prochaine requalification selon des modalités définies par le ministre chargé de la sécurité industrielle. Lorsque la valeur de la pression d'épreuve de requalification est diminuée dans les conditions prévues par l'article 21, la nouvelle valeur, précédée de la lettre E, est portée au voisinage immédiat de la mention de celle relative à l'épreuve précédente.
<b>Constats :</b>  L'inspection a constaté la présence du marquage apposé lors de la dernière requalification périodique sur le générateur de vapeur n°4350 (21/08/2024) et sur le réservoir d'air comprimé n°5768 (03/08/2022).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 10 : Attestation de conformité d'intervention**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 30
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Interventions
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article 30 I. - L'organisme habilité, dans le cas de l'article 28 du présent arrêté, ou l'exploitant, dans le cas de l'article 29 du présent arrêté, établit, à l'issue des travaux et sur la base des justificatifs qui lui sont éventuellement remis, une attestation de conformité de l'intervention réalisée sur l'équipement réparé ou modifié au regard des exigences du présent arrêté.  II. - Les éléments du dossier d'exploitation mentionné à l'article 6 du présent arrêté sont mis à jour ou complétés par l'exploitant en fonction des travaux réalisés.  III. - Il est interdit d'exploiter un équipement ayant fait l'objet d'un contrôle après intervention s'il ne dispose pas d'une attestation de conformité valide.

IV. - En cas d'échec du contrôle après intervention, l'interdiction d'utilisation de l'équipement doit être formalisée. L'organisme habilité applique les dispositions prévues au 1er alinéa du III de l'article 25 du présent arrêté.

V. - Lorsqu'un équipement est dépourvu d'un des accessoires de sécurité permettant de garantir que toutes ses limites admissibles en pression et en température ne peuvent être dépassées, ou si un tel accessoire est équipé d'un dispositif d'isolement, neutralisant soit l'acquisition de la pression ou de la température, soit l'exécution d'une action de sécurité commandée, la sécurité d'exploitation de cet équipement fait l'objet d'une évaluation selon l'article 28 du présent titre. Les paragraphes 2.10 et 2.11 de l'annexe I de la directive 2014/68/UE susvisée constituent le référentiel de cette évaluation. La présente disposition ne s'applique pas aux équipements pour lesquels l'exploitant peut prouver que le non-dépassement des limites admissibles est garanti par des accessoires de sécurité implantés sur les installations qui les alimentent, ou par les caractéristiques des procédés industriels mis en oeuvre à l'aide de ces équipements.

**Constats :**

L'exploitant n' avait pas établi l'attestation de conformité suite à l'intervention non notable d'août 2024 sur le générateur de vapeur n°4350 (remplacement d'un tube de fumée sur le deuxième parcours). Il a fait parvenir cette attestation à l'inspection le 27/08/2025. La non-conformité est donc levée.

**Type de suites proposées :** Sans suite